Communiqué

Copenhague ou l'oubli de l'humanité

mardi 22 décembre 2009, par Union syndicale Solidaires (Date de rédaction antérieure : 19 décembre 2009).

La conférence de Copenhague, présentée depuis des mois comme historique, s'est achevée dans le chaos et a accouché d'un texte insipide, pour le moment adopté simplement par une trentaine de chefs d'Etats et de gouvernements de pays développés et émergents, tandis que la conférence des Nations unies en a simplement pris note. Le refus des Etats-Unis de s'engager réellement dans la lutte contre le changement climatique, l'inconsistance de l'Union européenne qui aurait pu être le moteur de ces négociations, le jeu de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique du Sud qui a divisé le G77, le poids des grands lobbies industriels et des multinationales ont abouti à un échec que le pire scénario ne pouvait laisser imaginer.

S'il mentionne la nécessité de limiter le réchauffement climatique de la planète de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, ce texte ne fixe aucun objectif contraignant pour les pays signataires. Chaque pays fera donc ce qu'il voudra. Il est à craindre que les 30 milliards de dollars d'aide aux pays les plus pauvres face au changement climatique pour les trois prochaines années proviennent d'une reconversion de l'aide au développement déjà promise, comme cela a été annoncé par certains pays développés. Pire, le texte indique qu'il faut utiliser les opportunités du marché, donnant ainsi son imprimatur au développement de la finance carbone qui a pourtant fait la preuve de son inefficacité en matière de réduction des émissions. La spéculation financière trouvera donc un nouveau champ d'action.

L'inclusion, à travers le mécanisme « REDD-plus » des forêts dans la finance carbone, non seulement l'amplifiera encore, mais sera lourde de conséquence pour les populations vivant dans les forêts. Suite à cet échec, le cadre des Nations unies est ouvertement remis en cause par certains gouvernements, comme le montre les déclarations scandaleuses de Nicolas Sarkozy qui s'en prend aux « petits Etats » qui osent parler d'égal à égal avec les grandes puissances. Alors même que le texte final a été concocté par un petit groupe de pays hors de tout processus onusien, cette remise en cause vise à transformer profondément les relations internationales et à renforcer le condominium des grandes puissances sur le monde.

La suppression des accréditations des ONG et la répression tous azimuts qui a eu lieu pendant la conférence, preuves de la panique des gouvernements face à la mobilisation citoyenne, n'ont pas empêché la convergence, dans laquelle s'inscrit l'Union syndicale Solidaires, des ONG, des mouvements sociaux et du mouvement altermondialiste. Cette convergence est porteuse d'espoir. Il est impossible pour l'avenir de l'humanité d'accepter le sort auquel la vouent des gouvernements soumis aux intérêts des puissants. L'histoire ne s'arrête pas à Copenhague. Aujourd'hui doit se poursuivre et s'amplifier un processus de mobilisation mondiale pour que l'urgence climatique et la justice sociale soient enfin prises en compte.

19 décembre 2009